

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1495

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public

domainepublic.ch

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications
d'adresses

23 novembre 2001
Domaine Public n° 1495
Depuis trente-huit ans,
un regard différent sur l'actualité

Une exigence de qualité

APRÈS NOUS AVOIR FATIGUÉS PENDANT UNE DIZAINE D'ANNÉES, LES IDÉOLOGUES DES PRIVATISATIONS ET DES LIBÉRALISATIONS semblent s'épuiser. Qu'il s'agisse de la formation, du rail, de la poste ou de l'électricité, les résultats concrets de l'application de leur doctrine ne convainquent pas. Ils ont même réussi l'exploit de remettre au goût du jour l'analyse marxiste sur la privatisation des profits et la socialisation des pertes!

Il faut ici rendre hommage au combat de la gauche dite dogmatique. Sous des traits parfois vieillots, ses efforts ont permis de stopper le mouvement, nous épargnant une décrépitude à l'anglaise. Aujourd'hui, les résultats des dernières votations cantonales et communales montrent que le peuple refuse désormais les privatisations. Cette évolution s'inscrit dans un contexte mondial de relégitimation de la puissance publique.

On peut se réjouir de cette évolution, car les sociétés ont des besoins que le secteur commercial ne sait pas satisfaire: la justice et le long terme sont en effet des dimensions qui échappent au marché. Néanmoins, la prudence nous dicte de ne pas laisser se reconstituer le terrain sur lequel le néo-libéralisme s'était autrefois propagé comme un feu de brousse. Or les évolutions récentes ne sont pas très rassurantes à cet égard. L'injection de deux milliards d'argent public dans un canard boiteux du transport aérien n'est pas vraiment l'exemple à suivre: amputé du plan social, cette opération est devenue une simple subvention pour

les nouveaux actionnaires de Crossair. Gageons que Blocher en sera l'unique bénéficiaire. Dans les secteurs de l'électricité ou des caisses-maladie, le retour des idéologies redonne des ailes à des bureaucraties grassouillettes que l'on espérait disparues.

Dans la fonction publique, il faudra veiller à ce que la légitime résistance syndicale au démantèlement ne se transforme pas en une opposition à toute modernisation. Le secteur de la formation est particulièrement exposé à cet égard. Dans les universités, les responsables qui jargonnaient encore récemment sur les vertus des privatisations et des « mises en synergie » se parent aujourd'hui des plumes du service public. L'angle a changé, mais l'objectif reste le même: préserver les baronnies, échapper aux réformes pédagogiques et maintenir une gouvernance aussi archaïque que confortable. Dans l'école, on observe d'inquiétantes accointances: la défense du statut des enseignants sert parfois de prétexte à un discours réactionnaire et élitaire visant à limiter le rôle de l'école à la transmission du savoir, au détriment de la dimension éducative.

Ces indices montrent qu'il faudra demeurer intransigeant sur la qualité si l'on veut que le retour du service public soit un succès. A défaut, le retour de balancier sera rapide et brutal. RN

L'angle a changé, mais l'objectif reste le même: maintenir une gouvernance aussi archaïque que confortable

Sommaire

Réformes: Coup de jeune pour le fédéralisme (p. 2)

Politique économique: L'assiette des grandes banques (p. 3)

Aide à la presse: D'une pierre deux coups (p. 4)

OMC: Protéger l'inventeur du Nord ou soigner l'inventeur du Sud? (p. 6)

Note de lecture: Hergé, avant la censure (p. 7)

Livres: Destinations païennes, par Jérôme Meizoz (p. 8)